

Fact check - intervention Fabrice Epelboin sur France 5 le 9 janvier 2025

Un passage télé qui date d'il y a un an fait beaucoup de remous sur Twitter. A toute fins utiles, j'ai jugé bon de faire un peu de prebunking sous la forme d'un auto-débunking (c'est subtil) afin de fournir à tous les sources sur lesquelles je m'appuie pour tenir ces propos. Complotisme ? A vous de juger.

vidéo :  CCesoir 9 jan 2025.mp4

transcription :

Cet argent de la Silicon Valley, il a toujours été derrière les Démocrates. Quelque chose s'est passé qu'il faut regarder en face. Le retrait d'Elon Musk ne date pas de cet attentat raté. Il date de deux ans avant, quand il a acheté Twitter. Et sa découverte de ce que les Démocrates avaient fait de Twitter. Un objet censuré. Ce qui semble anodin pour les Européens mais qui viole le premier amendement.

À quel point ont-ils fait de Twitter un objet de censure ?

C'est une longue histoire, il faut remonter dans l'histoire des Twitter mais, pour faire simple, l'administration et surtout le FBI avaient instrumentalisé la théorie du complot du Russian Gate qui a été complètement démentie par la justice américaine. Pour que des gens désignés comme agents russes puissent être éliminés des réseaux sociaux. Qui étaient en fait des influenceurs républicains. Ça a mené à une extermination à tel point que sur Twitter, au moment où Musk l'a repris, il y avait environ un tiers de républicains pour deux tiers de démocrates. Aujourd'hui c'est moitié-moitié. Simplement parce que les républicains ont été éradiqués des réseaux sociaux. Une élimination sur YouTube, Facebook, Instagram.

Donc vous dites que ceux qui ont pratiqué la censure qui a entravé la liberté d'expression ne sont pas les républicains comme Musk ou Trump mais les Démocrates ?

Non non ! Ce sont les Démocrates qui ont instrumentalisé le FBI. Et ça représente une violation du premier amendement. Ce qui pour les Américains est quelque chose d'excessivement grave. Que nous peinons à mesurer, nous Européens. La censure est dans les mœurs de la démocratie européenne. Mais pour les États-Unis, c'est quelque chose d'effrayant. Ça a fait basculer non seulement Elon Musk mais des gens qui avaient toujours été démocrates. Je pense à Marc Andreessen, l'inventeur du navigateur internet. Il a basculé après une réunion avec le leader de la majorité démocrate. Il y a eu une conférence sur l'intelligence artificielle qui a joué un rôle dans la censure des réseaux sociaux, notamment via Google, qui va être révélé le mois prochain, c'est totalement effrayant, digne de 1984. Ça a mené à des changements dans le monde de la démocratie que des gens comme Marc Andreessen ne pouvaient pas être plus démocrates. Tous ces gens ont basculé vers Trump. Pas parce qu'ils admiraient Trump. Ils étaient parfaitement conscients et bien trop éduqués pour flirter avec quelqu'un d'aussi vulgaire. Malgré tout, entre ce qui était le projet démocrate vers la démocratie et la fin du premier amendement ou Trump, ils ont tous choisi Trump. Mark Zuckerberg a été le dernier à rallier contre lui. Mais quelque chose d'excessivement grave s'est passé dans la démocratie

américaine. Qui a fait basculer même les plus démocrates vers le camp de Trump. Et si on ne comprend pas ça, si on ne le regarde pas en face, de toute façon ça va nous arriver par des procès retentissants et des auditions parlementaires qui vont défrayer la chronique dans les mois à venir. Parce que très clairement, cette fois-ci il va passer le Kärcher. Drain the Swamp. On n'y échappera pas.

Fact check

La transcription mélange des éléments bien documentés (censure Twitter/FBI, pivot des magnats de la tech) avec des affirmations factuellement exactes mais qui manquent de contextualisation. Deux points clés nécessitent des corrections concernant le Russiagate et le "ralliement" de Zuckerberg.

POINT 1 : "L'argent de la Silicon Valley a toujours été derrière les Démocrates"

Verdict : VRAI HISTORIQUEMENT

Marc Andreessen, fondateur du navigateur Internet et l'un des plus grands entrepreneurs de la Silicon Valley, reconnaît que les Démocrates avaient "un monopole" sur la Silicon Valley. Andreessen a soutenu Clinton (1996), Gore (2000), Kerry (2004), Obama (2008, 2012), et Hillary Clinton (2016).

Cependant, le pivot massif vers Trump en 2024 est bien réel, avec Andreessen, Musk et d'autres versant plusieurs millions à Trump.

- <https://www.thefp.com/p/marc-andreessen-on-ai-tech-censorship-trump-democrats>
 - <https://www.nytimes.com/2025/01/17/opinion/marc-andreessen-trump-silicon-valley.html>
-

POINT 2 : "Le retrait d'Elon Musk date de deux ans avant l'attentat raté contre Trump"

Verdict : CONTEXTUELLEMENT CORRECT

Musk a acheté Twitter en octobre 2022 pour \$44 milliards. S'il "y a deux ans" fait référence à environ janvier 2025, cela pointe vers 2023. Musk a commencé à critiquer Twitter publiquement à partir de mars 2022, avant même l'acquisition.

- https://en.wikipedia.org/wiki/Acquisition_of_Twitter_by_Elon_Musk
-

POINT 3 : "Twitter était un objet censuré par les Démocrates, en violation du 1er amendement"

Verdict : PARTIELLEMENT VRAI, MAIS CONTEXTUELLEMENT INCOMPLET

Les audiences du House Oversight Committee en février 2023 ont confirmé que Twitter a travaillé avec le FBI pour surveiller et censurer des contenus. Les anciens dirigeants de Twitter ont reconnu des "erreurs" mais nié une "direction illégale" du gouvernement.

- <https://www.techpolicy.press/transcript-house-oversight-hearing-with-former-twitter-executives/>
- <https://oversight.house.gov/release/the-cover-up-big-tech-the-swamp-and-mainstream-media-coordinated-to-censor-americans-free-speech-%EF%BF%BC/>
- <https://edition.cnn.com/2023/02/08/politics/twitter-hearing-house-oversight>

ÉLÉMENT CRITIQUE OMIS :

Sous Musk, Twitter approuve **83% des demandes de censure gouvernementale**, comparé à environ 50% avant son acquisition. Musk n'a donc pas arrêté la censure – il l'a accélérée.

- <https://english.elpais.com/international/2023-05-24/under-elon-musk-twitter-has-approved-83-of-censorship-requests-by-authoritarian-governments.html>
-

POINT 4 : "Russian Gate a été complètement démentie par la justice américaine"

Verdict : FACTUELLEMENT AMBIGU – PRÉSENTATION SÉLECTIVE

Si "Russiagate" désigne la **collusion criminelle entre Trump et Poutine**, Epelboin a une base factuelle :

Ce que Mueller a trouvé :

- Pas de conspiration criminelle : "l'investigation n'a pas établi que les membres de la campagne Trump se sont coordonnés avec le gouvernement russe".
 - https://en.wikipedia.org/wiki/Mueller_special_counsel_investigation
 - <https://www.politico.com/story/2019/03/24/breaking-news-barr-to-release-summary-of-mueller-report-1233771>
- Le dossier Steele est largement discrédité, mais il n'est pas l'origine de l'enquête du FBI.

- <https://www.cato.org/commentary/no-russiagate-wasnt-hoax-team-trump-claims-it-was>

MAIS Mueller a AUSSI trouvé :

- Une interférence russe "en mode systématique" confirmée.
 - https://en.wikipedia.org/wiki/Mueller_report

Verdict : Epelboin est techniquement correct sur "pas de conspiration criminelle", mais c'est une présentation sélective. Ce n'est pas un "démenti complet" — c'est un démenti partiel.

Par ailleurs, six mois après l'émission où s'exprime Epelboin, en juillet 2025, des documents déclassifiés ont permis d'établir que Hillary Clinton a approuvé en juillet 2016 un plan proposé par sa conseillère Julianne Smith visant à « salir » Donald Trump en l'associant à Vladimir Poutine, une manœuvre conçue pour détourner l'attention du public du scandale provoqué par ses propres e-mails personnels publiés par Wikileaks. Ce projet consistait à amplifier le scandale des intrusions cybernétiques russes pour créer un récit de collusion, dans l'espoir que le FBI « jette de l'huile sur le feu » en validant ces allégations par des enquêtes officielles. Les documents suggèrent que cette stratégie a reposé sur l'intégration de renseignements jugés « manufacturés » ou non-crédibles, tels que le dossier Steele, dans des évaluations officielles comme l'ICA de 2017, tout en ignorant les rapports initiaux du renseignement qui ne voyaient aucune preuve de manipulation des votes par la Russie.

- <https://www.odni.gov/files/ODNI/documents/DIG/DIG-Declassified-Evidence-Obama-Subvert-President-Trump-2016-Victory-Election-July2025.pdf>
- https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/DIG/DIG-Russia-Hoax-Memo-and-Timeline_revisited.pdf
- https://www.grassley.senate.gov/imo/media/doc/declassified_durham_annex_released_by_chairman_grassley.pdf
- https://en.wikipedia.org/wiki/Steele_dossier

POINT 5 : "Des influenceurs républicains éliminés des réseaux sociaux comme 'agents russes'"

Verdict : PARTIELLEMENT VRAI, MAIS CONTEXTUELLEMENT INCOMPLET

Le Cœur du Problème

Les « bots russes » présentés comme amplifiant les mouvements politiques américains entre 2016-2020 n'existaient pas à l'échelle affirmée. Cette conclusion provient directement de Twitter lui-même.

Les Trois Scandales Centraux

1. Hamilton 68 : 94% d'Américains Étiquetés « Russes »

Hamilton 68 était un tableau de bord en ligne lancé en 2017 par l'Alliance for Securing Democracy (au German Marshall Fund) pour suivre en temps réel les thèmes et narratifs promus par un réseau de plus de 600 comptes Twitter liés, selon ses créateurs, à des opérations d'influence russes (pas nécessairement des bots ou comptes directement contrôlés par la Russie, mais amplifiant des messages pro-Kremlin). Il a été largement cité par les médias pour dénoncer la désinformation russe, mais a fait l'objet de controverses majeures.

Quand Yoel Roth, le patron de la modération de Twitter a analysé la liste, il a découvert :

- Seulement 36 comptes sur 644 enregistrés en Russie (5,6%)
- 86% anglophones
- Verdict interne : « Ni russes ni bots »

Roth conclut : « Hamilton 68 a simplement collecté des comptes, surtout réels et surtout américains, et a décrit leurs conversations organiques comme des machinations russes ».

Impact médiatique : Largement cité par le *Washington Post*, *New York Times*, *CNN* et dans des travaux académiques, cet outil proposé par Hamilton 68 a contaminé la couverture médiatique pendant des années. Twitter n'a jamais exposé publiquement la fraude.

2. #ReleaseTheMemo : des accusations Démocrates sans la moindre preuve

Janvier 2018 – Des Démocrates (Feinstein, Schiff, Blumenthal) accusent les Russes d'amplifier le hashtag #ReleaseTheMemo via des « bots russes ».

Twitter enquête et ne trouve aucune activité russe.

- Dans un email, Twitter affirme aux politiques que « Notre enquête n'a identifié aucune activité significative connectée à la Russie ».
- Dans un email interne, Yael Roth, qui dirige la modération de Twitter affirme « J'ai examiné les 50 premiers tweets... aucun signe d'affiliation russe ».
- Les Démocrates publient quand même leurs accusations. Twitter laisse passer.

3. FBI Signale des blagues satiriques comme « Désinformation »

Selon Twitter Files (chapitre 6, décembre 2022), le FBI signale régulièrement à Twitter des tweets manifestement satiriques :

Exemple : Claire Foster (@ClaireFosterPHD)

- Tweet 1 : « Rappelez aux Républicains de voter demain, mercredi 9 novembre » [lendemain de l'élection]

- Tweet 2 : « Pour chaque commentaire négatif, j'ajoute un vote Démocrate »
- **Flagé par le FBI** comme Désinformation électorale

L'Infrastructure de Censure

Volume documenté

- **150+ emails FBI-Twitter** (2020-2022) entre la Foreign Influence Task Force et Yoel Roth, le patron de la modération de Twitter.
- **Des réunions hebdomadaires** avant l'élection de 2020 dont plusieurs destinées à faire du prebunking sur l'affaire du laptop de Hunter Biden qui sera faussement dénoncé comme étant une opération de désinformation russe.
- **250 000 comptes demandés en suppression** par le Global Engagement Center (GEC) basé sur des critères aussi fantaisistes que « suit deux comptes diplomatiques chinois »

Des processus légaux contournés

Le FBI tentait d'accéder aux données utilisateur **en dehors des mandats de perquisition légaux**, demandant à Twitter de « conserver les preuves en attente de l'émission d'un processus légal ».

Le Réel Problème

Pas de « directive russe du gouvernement » explicite trouvée. À la place : **un système décentralisé de pression constante** où FBI, DHS, GEC et ~20 entités semi-privées (Stanford, NewsGuard, etc.) signalaient des comptes, créant une architecture de suppression **sans processus d'appel, sans due process, basée sur des critères déficients**.

Même sans ordre écrit, le système opérait comme une **censure soft à travers une fusion public-privé** — accomplissant ce que la Constitution empêche directement.

Fermeture du GEC (Décembre 2024)

Le Global Engagement Center a fermé après les révélations des Twitter Files. Budget : ~61 millions \$. Effectifs : 120 employés.

Conclusion

Les « bots russes » présentés comme menaçant la démocratie américaine **sont un hoax documenté** — une narration politique construite sur des outils défectueux (Hamilton 68) et maintenue par une pression gouvernementale persistante.

sources

- <https://www.businessinsider.com/what-is-hamilton-68-russian-online-influence-tracker-2023-2>
- <https://www.defencesciencereview.com.pl/Russian-Influence-Operations-as-a-tool-of-cognitive-warfare-in-German-Elections-Analysis,209689,0,2.html>
- https://osf.io/b9a2m_v1
- <https://papers.academic-conferences.org/index.php/iccws/article/view/985>
- <https://papers.academic-conferences.org/index.php/iccws/article/view/971>
- <https://hstalks.com/doi/10.69554/NLNI5614/>
- <https://dl.acm.org/doi/10.1145/3733155.3734898>
- <https://link.springer.com/10.1007/s13278-022-00908-6>
- <http://www.lhscientificpublishing.com/Journals/JVTSD-Download.aspx?volume=2023&issue=2>
- <https://twitterfiles.substack.com/p/the-russiagate-lies>
- <https://www.aa.com.tr/en/world/leaks-show-twitter-found-no-evidence-of-russian-involvement-in-2018-hashtag-campaign/2786498>
- <https://www.hsgac.senate.gov/wp-content/uploads/Testimony-Siegel-2023-05-16-2.pdf>
- <https://www.aa.com.tr/en/world/twitter-files-us-agency-demanded-suspension-of-250-000-accounts/2779178>
- <https://www.foxbusiness.com/politics/twitter-files-musk-says-us-government-demanded-twitter-suspend-accounts-journalists>
- <https://www.foxnews.com/politics/state-departments-global-engagement-center-accused-censoring-americans-shuts-its-doors>
- <https://x.com/mtaibbi/status/1633830017854767107>
- <https://thenationaldesk.com/news/americas-news-now/twitter-files-part-6-takes-aim-at-the-fbi-elon-musk-matt-taibbi-bari-weiss-conservative-talking-points-hunter-biden-laptop-witch-hunt-censorship-law-enforcement>
- <https://www.ndtv.com/offbeat/twitter-files-elon-musk-matt-taibbi-part-6-of-the-twitter-files-reveals-fbi-connections-to-the-platform-3616467>
- <https://docs.house.gov/meetings/FD/FD00/20230309/115442/HHRG-118-FD00-Wstate-TaibbiM-20230309.pdf>
- <https://www.thefire.org/research-learn/fire-report-social-media-2024>
- <https://www.influencewatch.org/organization/hamilton-68/>

POINT 6 : "Un tiers de républicains, deux tiers de démocrates sur Twitter avant Musk"

Verdict : ESSENTIELLEMENT EXACT

Sondage Pew Research été 2021 (avant rachat octobre 2022) :

- 67% des utilisateurs = Démocrates
- 30% des utilisateurs = Républicains

- <https://edition.cnn.com/2022/04/26/media/twitter-elon-musk-reliable-sources>

Autre donnée Pew 2021 :

- 32% des démocrates utilisaient Twitter vs 17% des républicains [pewresearch](https://www.pewresearch.org/short-reads/2023/07/26/8-facts-about-americans-and-twitter-as-it-rebrands-to-x/)
 - <https://www.pewresearch.org/short-reads/2023/07/26/8-facts-about-americans-and-twitter-as-it-rebrands-to-x/>

CNN analysis (Harry Enten) : Les Démocrates avaient un "avantage de 37 points" en identification partisane en 2021

- <https://www.yahoo.com/news/articles/republicans-taken-over-x-cnn-191428984.html>

Le chiffre 67% démocrates / 30% républicains est précis pour 2021.

POINT 7 : "Aujourd'hui c'est moitié-moitié"

Verdict : IMPRÉCIS MAIS ACCEPTABLE COMME APPROXIMATION

Edison Research Infinite Dial 2025 :

- Démocrates : 22%
- Républicains : 25%
- Différentiel : 3 points en faveur des républicains

Pew Research novembre 2025 :

- Démocrates : 19%
- Républicains : 24%

Cela signifie que les républicains représentent environ **51-52%** des utilisateurs actuels et les démocrates **48-49%** — une majorité républicaine simple.

Contexte temporel :

- 2023 : 34% Dém, 20% Rép = avantage de 14 points aux Dém
- 2025 : 22% Dém, 25% Rép = avantage de 3 points aux Rép
- **Renversement total : 17 points en deux ans**

sources

- <https://www.edisonresearch.com/infinite-dial-preview-more-republicans-now-using-x-twitter/>
- <https://www.pewresearch.org/internet/2025/11/20/americans-social-media-use-2025/>

"Moitié-moitié" simplifie "majorité républicaine simple" mais reste raisonnablement proche de la réalité.

POINT 8 : "Marc Andreessen a basculé après une réunion avec des leaders de la majorité démocrate"

Verdict : PARTIELLEMENT DOCUMENTÉ

Andreessen a eu une réunion avec l'administration Biden en 2023 sur l'IA qui l'a fait selon ses dires changer de camp politique. Il explique que l'administration Biden voulait « contrôler totalement l'IA », en la réservant à quelques grands groupes étroitement liés à l'État, et en évoquant même la possibilité de classer des domaines entiers des mathématiques comme à l'époque de la bombe atomique. Il décrit l'objectif comme une volonté de faire de l'IA un outil de contrôle social et économique.

- <https://www.nytimes.com/2025/01/17/opinion/marc-andreessen-trump-silicon-valley.html>
- <https://mindmatters.ai/brief/marc-andreessen-on-how-silicon-valley-culture-is-changing/>
- <https://www.thefp.com/p/marc-andreessen-on-ai-tech-censorship-trump-democrats>
- <https://www.youtube.com/watch?v=sgTeZXw-ytQ>

Limitation : Les "leaders de la majorité démocrate" ne sont pas nommés dans les sources.

POINT 9 : "Conférence sur IA via Google qui a joué rôle dans censure"

Verdict : VAGUE ET NON SPÉCIFIÉ

Epelboin affirme qu'une révélation future montrera l'implication de Google dans la censure via IA. Aucune source ne valide cette affirmation spécifique. L'implication de Google dans la modération algorithmique utilisant l'IA est cependant documentée depuis longtemps.

- <https://www.pcmag.com/news/how-googles-jigsaw-is-trying-to-detoxify-the-internet>
- <https://www.semanticscholar.org/paper/Reading-Between-the-Demographic-Lines%3A-Resolving-of-R-eichert-Qiu/65778e4ed241c3ea7ac4262ac8d6ae57a49181a9>
- <https://policyreview.info/pdf/policyreview-2019-2-1417.pdf>
- <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/01634437221077174>
- <https://www.cnet.com/tech/mobile/youtube-automation-removes-11m-videos-in-3-months/>
- <https://www.politico.com/newsletters/global-insider/2023/08/04/pre-bunking-micro-dosing-and-liberating-00109753>
- <https://www.womeninai.co/post/what-do-content-moderation-the-digital-services-act-and-ai-have-in-common>

POINT 10 : "Mark Zuckerberg a été le dernier à se rallier à lui"

Verdict : PARTIELLEMENT VRAI (mais pas un "ralliement" complet)

- Zuckerberg a donné \$1 million au fonds inaugural de Trump
 - Zuckerberg a visité Mar-a-Lago en novembre 2024
 - Zuckerberg a dit que Trump était "badass"
 - **CEPENDANT** : Il n'a pas formellement endorsé Trump
-
- <https://www.newsweek.com/mark-zuckerberg-meta-donald-trump-2011184>
 - <https://www.npr.org/2024/11/28/g-s1-36123/zuckerberg-dines-with-trump-in-mar-a-lago>
 - <https://www.newsweek.com/mark-zuckerberg-meta-donald-trump-2011184>
 - <https://www.forbes.com/sites/alisondurkee/2024/07/19/mark-zuckerberg-praises-badass-trump-after-assassination-attempt-but-doesnt-endorse-him/>
-

POINT 11 : "des procès retentissants et des auditions parlementaires qui vont défrayer la chronique dans les mois à venir"

Verdict : PLUTÔT FAUX

S'il est vrai que depuis janvier 2025 de nombreuses investigations de la Chambre des Représentants et du Sénat américain ont mis à jour de nombreux faits de censure, **il est faux d'affirmer qu'elles ont défrayé la chronique**. En France aucune de ces investigations n'a fait l'objet d'un article de presse.

HOUSE JUDICIARY: "CENSORSHIP INDUSTRIAL COMPLEX" (Février 2025)

Les Twitter Files et les journalistes Matt Taibbi et Michael Shellenberger ont révélé que le FBI organisait des réunions hebdomadaires avec les Big Tech autour de la modération de contenu; que le DHS alertait sur une "désinformation" coordonnée imaginaire et que Twitter recrutait des agents fédéraux qui assuraient la liaison avec leur ancien employeur. De nombreux exemples de censure sont évoqués lors des auditions.

Sources: House Judiciary Committee "Censorship-Industrial Complex" (February 12, 2025),

<https://www.congress.gov/119/chrg/CHRG-119hhrg58900/CHRG-119hhrg58900.pdf>

<https://www.racket.news/p/matt-taibbi-on-the-the-censorship>

SENATE JUDICIARY: "CENSORSHIP INDUSTRIAL COMPLEX" (Mars 2025)

L'audition du 25 mars a révélé un réseau coordonné de 90 agences fédérales et 57 initiatives privées qui totalisent plus de \$267M dépensés pour cibler systématiquement la parole des conservateurs. NewsGuard, en charge d'attribuer des labels aux médias, classait les publications conservatrices de façon biaisée. Le Global Disinformation Index blacklistait 2,000+ sites conservateurs, les privant de revenus publicitaires (pertes de \$128M sur 2020-2022).

Sources: Senate Judiciary Committee Hearing (March 25, 2025),

<https://www.judiciary.senate.gov/committee-activity/hearings/the-censorship-industrial-complex>

https://www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/2025-03-25_testimony_weingarten.pdf

FEDERAL COMMUNICATION COMMISSION (FCC) VS. GOOGLE (Mars 2025)

L'affaire entre la FCC et Google tourne autour d'accusations de discrimination de contenus plus que d'une sanction formelle pour « censure » illégale. En mars 2025, le président de la FCC, Brendan Carr, a interpellé Google sur le refus de YouTube TV de distribuer la chaîne chrétienne Great American Family, y voyant un cas emblématique d'« explosion de la censure » visant des programmes religieux ou conservateurs. La FCC demande à Google de justifier ses critères de sélection des chaînes, mais reconnaît que ses pouvoirs sur les plateformes en ligne sont beaucoup plus limités que sur le câble traditionnel, d'où une incertitude sur la possibilité d'imposer des mesures contraignantes. Le dossier s'inscrit dans le débat plus large sur la Section 230 et le pouvoir des grandes plateformes de modérer ou d'exclure certains discours, sans qu'une condamnation ou une amende spécifique contre Google pour « censure » n'ait été décidée à ce stade.

Sources: Federal Communications Commission

<https://www.stvincenttimes.com/fcc-letter-to-google-questions-faith-based-discrimination-claims-against-youtube-tv/>

<https://www.mediapost.com/publications/article/403991/fcc-chair-questions-youtube-tv-alleged-faith-dis.htm>
!

SENATE COMMERCE COMMITTEE: RAPPORT SUR LES MÉCANISMES DE CENSURE GOUVERNEMENTALE (Septembre 2025)

Le Senate Commerce Committee a mené une investigation montrant comment l'agence CISA, créée exclusivement pour la cybersécurité, a dépassé son autorité légale pour surveiller et signaler la parole "politiquement non-alignée." Via "switchboarding" (autorités locales → CISA → plateformes → suppression), 90 agences fédérales coordonnées ont censuré des contenus durant les élections de 2020 et à propos des vaccins. Les partenaires académiques financés par l'Etat (Stanford Internet Observatory, NewsGuard, Global Disinformation Index) supprimaient systématiquement des contenus pourtant parfaitement légaux. Le DHS Office of Inspector General n'a pas exercé de contrôle.

Sources: Senate Commerce Committee Report "The Mechanics of Government Censorship" (September 2025),

<https://www.commerce.senate.gov/2025/9/cruz-investigation-reveals-how-the-biden-administration-weaponized-cisa-to-police-speech>

HOUSE JUDICIARY: "EUROPE'S THREAT" (Septembre 2025)

Selon le rapport final de cette investigation menée par la Chambre des Représentants, le Digital Services Act (DSA) européen impose une censure gouvernementale à travers les contenus labellisés comme haineux ou borderline ou bien encore des contenus susceptibles de remettre en question la légitimité des institutions ou des médias sous l'appellation vague de "harmful content". Mark Zuckerberg admet dans une lettre adressée au comité que "Meta faced repeated pressure by the Biden administration, we complied, we're sorry." Thierry Breton, convoqué par la Chambre des représentants pour témoigner, a décliné l'invitation, il sera quelques mois plus tard interdit de visa et ne pourra plus se rendre sur le territoire américain.

Sources: House Judiciary Committee "Europe's Threat to American Speech & Innovation" (September 3, 2025), transcript:

<https://techpolicy.press/transcript-us-house-judiciary-hearing-on-europes-threat-to-american-speech-and-innovation>

SENATE COMMERCE COMMITTEE: AUDITIONS "SHUT YOUR APP" (Octobre 2025)

Le Senate Commerce Committee a tenu deux auditions documentant la façon dont la Maison Blanche exerçait une pression directe (dite "jawboning") sur Meta et Google pour censurer des contenus protégés par le Premier Amendement. Meta et Google ont nié recevoir des ordres directs mais des preuves documentent des menaces implicites de conséquences réglementaires. Mark Zuckerberg a écrit au Comité: "Biden Administration pressured us, we complied, we're sorry."

Sources: Senate Commerce Committee "Shut Your App" Hearings Part I & II (October 8 & 29, 2025), transcript:

<https://techpolicy.press/transcript-senate-hearing-on-jawboning-with-meta-and-google-execs>